



# Rencontres économiques

**La Chine : nouvelles dynamiques  
et impact économique mondial**

26 mai 2016

## Synthèse



# Sommaire

<b>Introduction .....</b>	<b>2</b>
<b>De la Chine traditionnelle à la Chine moderne .....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Jean-Louis ROCCA.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>Echanges avec la salle.....</b>	<b>4</b>
<b>Modèle économique de la Chine et transformations en cours .....</b>	<b>6</b>
Claude MEYER .....	6
<b>Echanges avec la salle.....</b>	<b>8</b>
<b>Economie chinoise et croissance mondiale .....</b>	<b>9</b>
Patrick ARTUS.....	9
<b>Echanges avec la salle.....</b>	<b>12</b>

*La séance est animée par Rémi Jeannin, agrégé de sciences sociales.*

## Introduction

### Rémi JEANNIN

Depuis la fin des années 1970, la Chine a connu des mutations conduisant à la mise en place d'un « socialisme de marché. » Ce dernier combine un régime politique dirigiste, voire autoritaire, avec un Etat fort, et un développement de l'économie de marché principalement tournée vers l'extérieur. Quasiment sans précédent dans l'histoire, la croissance économique chinoise avoisine les 10 % par an depuis une trentaine d'années. En appliquant la règle de Lucas<sup>1</sup>, on s'aperçoit que le PIB double environ tous les sept ans, faisant de la Chine la deuxième économie du monde en termes de PIB, juste derrière les Etats-Unis. En termes de PIB par habitant, le pays se trouve cependant largement en deçà des Etats-Unis, le pays comptant plus de 1,3 milliard d'habitants.

L'année 2015 marque une rupture : la croissance du PIB fléchit à environ 7 %, soit le plus faible taux de progression depuis 25 ans. Plusieurs mutations internes ont eu lieu ces dernières années : importante progression des salaires, sorties de capitaux, dévaluation du renminbi en août 2015 qui a nécessité une intervention forte de l'Etat pour stabiliser l'économie et les marchés financiers. Le modèle chinois doit aujourd'hui évoluer. Pour penser ces changements, cette rencontre se penchera sur les raisons de la croissance chinoise depuis plus de trente ans, sur les défis de l'économie et de la société pour pérenniser ce développement et sur l'impact des événements en cours sur l'économie mondiale.

## Comment devient-on capitaliste ? Retour sur l'expérience chinoise

### Jean-Louis ROCCA

*Professeur à Sciences-Po, membre du comité éditorial de la revue The China Quarterly*

Passer en revue plusieurs dizaines d'années de transformation chinoise relève du défi, étant donnée la rapidité de ces transformations. Ainsi, le certificat de résidence, le fameux *hukou*, qui a longtemps été un verrou pour l'intégration des paysans et qui a constitué la clef d'analyse des migrations internes, disparaîtra bientôt<sup>2</sup>. La véritable période de changement débute au milieu des années 1990, quand certaines réformes ont fait basculer la Chine dans le capitalisme.

### La trajectoire de la Chine depuis les années 1980 et 1990

Il n'existe pas de modèle chinois, mais il existe des spécificités chinoises. Avec les grandes réformes des années 1990, le pays entre dans l'économie moderne et capitaliste au sens défini par l'économiste et historien Karl Polanyi<sup>3</sup>, à savoir la marchandisation de la terre, de l'argent et du travail. La Chine ouvre ses ressources fondamentales au marché. Certes, le rôle de l'Etat y reste important, puisque la propriété n'existe pas et que l'on parle de l'usage de la terre, mais il existe un marché de l'usage de la terre. Rien ne semble original dans les transformations en cours : après une réforme agraire, la terre a été ouverte au marché ; les formes d'exploitation du travail semblent classiques à travers l'exploitation du travail des paysans ; la croissance s'appuie sur l'importation de capitaux étrangers et sur les exportations. Les politiques menées apparaissent proches de celles appliquées par les quatre dragons dans les années 1960 et 1970. En particulier, les dirigeants chinois s'inspirent à l'époque de ce qui est pratiqué à Taïwan, avec l'ouverture de zones franches ou encore le développement d'un petit capitalisme familial qui perdure encore aujourd'hui.

---

<sup>1</sup> Robert Lucas – voir : <http://www.economie.gouv.fr/facileco/robert-lucas>

<sup>2</sup> Voir article de La Croix du 31/07/2014 sur la réforme en cours : <http://www.la-croix.com/Monde/La-Chine-reforme-son-systeme-de-permis-de-residence-2014-07-31-1186293>

<sup>3</sup> Karl Polanyi (1886-1964), auteur en 1944 de *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps* (traduit en langue française en 1983 – Ed. Gallimard)

### Les particularités de la Chine socialiste

Le modèle économique chinois présente néanmoins des spécificités. Sans le vouloir, la Chine socialiste a préparé la Chine capitaliste. Souvent considérée comme un trou dans l'histoire de la Chine, la période 1949-1979 fait pourtant de la Chine un pays moderne. A cette époque, le pays apparaît en partie industriel, et il existe une classe ouvrière dominante en nombre dans les villes. On y trouve de nombreuses personnes dotées de compétences, tels des ingénieurs ou des architectes. La bureaucratie contrôle le pays et l'ordre règne sur l'ensemble du territoire. Ce système fonctionne, en dépit des contradictions et des excès du régime. Dans les années 1970, presque toute la population est salariée, y compris les paysans dans les communes populaires et les femmes qui reçoivent pour la première fois un salaire indépendant. La condition féminine s'améliore considérablement par rapport aux années 1930 et 1940, même si les femmes restent une variable d'ajustement en cas de crise économique. Une certaine égalité prend forme, y compris dans les campagnes.

Par ailleurs, la Chine n'apparaît plus du tout "traditionnelle", contrairement à Taïwan, à Hong Kong et à d'autres pays du continent, où le rôle de la famille élargie reste par exemple important. Dans les années 1950, la famille traditionnelle chinoise a été globalement détruite (avec notamment la loi de 1950 sur le mariage), et les grandes familles disparaissent. Il en va de même pour la religion. Les réseaux religieux qui contrebalançaient alors le poids de l'Etat disparaissent au profit d'une société moderne largement sécularisée

Dans les années 1950 et 1970, il existe déjà une classe moyenne. Cette classe compte les employés et ouvriers des grandes entreprises d'Etat, relativement bien nourris et éduqués, la plupart ayant le niveau du baccalauréat (sauf lors de la révolution culturelle). Cette classe ouvrière se rapproche de la classe des cadres, à savoir de la bourgeoisie socialiste. Certes, en valeur absolue, sa consommation reste faible, mais en valeur relative, la classe ouvrière consomme les biens de consommation que l'on peut se procurer en ces années. De leur côté, les classes populaires, c'est-à-dire les paysans, sont éduquées et en bonne santé, et semblent prêtes à devenir des « classes exploitées ». Relativement homogène, cette population permettra l'émergence d'une nouvelle classe ouvrière dans les années 1990. Un début d'industrialisation rurale a permis à nombre de paysans de se familiariser avec le travail industriel. Les classes populaires chinoises se différencient ainsi de celles d'Inde ou d'Afrique du Sud, où les blocages persistent.

### Les mutations des années 1990

Ce sont les grandes réformes des années 1990 qui transforment la stratification sociale. Ces mutations suivent le démantèlement du secteur public, la libéralisation de l'accès au droit d'usage de la terre, l'accès au marché immobilier et, peu à peu, l'accès à un niveau plus élevé de consommation. La classe ouvrière socialiste disparaît alors qu'émerge une nouvelle classe ouvrière faite de paysans, de migrants et une classe moyenne composée pour l'essentiel de l'ancienne classe ouvrière socialiste.

L'apparition d'une classe moyenne s'opère à partir de trois mécanismes. Le premier vise le système d'éducation. Encore très inégalitaire, l'accès à l'université reste grandement réservé aux urbains, c'est-à-dire à l'ancienne classe ouvrière et à leurs enfants, des quotas assurant par exemple un nombre de places aux urbains. Les grands lycées, les meilleures écoles primaires se trouvent toutes en ville

L'autre facteur de changement est le capital économique, plus facilement mobilisable en ville que dans les campagnes pour lancer une affaire. Enfin, le capital social demeure essentiel : encore aujourd'hui, il paraît difficile de trouver un bon travail à Pékin ou Shanghai pour les diplômés sans attaches locales, car au-delà des compétences et diplômes, le coup de pouce de la famille, du collègue de travail ou de l'ancien camarade d'école joue un rôle important.

Par ailleurs, les relations du parti communiste avec la population se sont transformées. Le Parti ne tire plus son autorité d'un quelconque pouvoir théologique. Le parti se mue aujourd'hui en représentant de l'intérêt général. Le pouvoir se sécularise et se définit comme la force conduisant le pays vers la prospérité et la stabilité. Et il doit le prouver. Tout ceci se retrouve dans l'opinion publique. Aujourd'hui, les cadres du Parti sont évalués au regard de critères liés à la croissance économique, à une meilleure redistribution des richesses, ou encore à l'augmentation des revenus. Autre élément important, l'urbanisation est clivée en deux populations : une population de résidents et une population de migrants comptabilisée aujourd'hui dans la population des villes, ce qui l'augmente considérablement. Ces migrants détiennent un certificat de résidence

temporaire qui en fait des citoyens de la ville, sans qu'ils soient considérés pour autant comme véritablement urbains. Enfin, le niveau de contestation sociale en Chine reste élevé. Il ne se passe pas de jours sans conflit social sans qu'un conflit social éclate. Les paysans à qui on a confisqué la terre sans compensation suffisante, les ouvriers migrants mal payés, les propriétaires d'appartement escroqués par des compagnies immobilières... n'hésitent à manifester, signer des pétitions, contactés des journalistes pour faire connaître leurs revendications.

### Les grands défis à venir

Le premier défi tient au passage à un capitalisme moderne. Dorénavant le modèle économique privilégie la croissance par la consommation domestique. Pour ce faire, la croissance de la consommation des classes moyennes s'avère fondamentale. Ces classes moyennes, c'est-à-dire les urbains, devront conserver leur niveau de vie, ce qui ne semble pas acquis en raison d'une contradiction générationnelle existant en termes de patrimoine. En effet, l'épargne chinoise est constituée en grande partie des patrimoines immobiliers. Or les prix immobiliers augmentent de manière continue dans les grandes villes, si bien que les nouvelles générations ne peuvent pas acheter d'appartement. La capacité à investir dans l'immobilier demeure pourtant fondamentale, à la fois pour le statut social et pour l'épargne, car les systèmes de protection sociale restent fragiles. Les nouvelles générations se retrouvent contraintes d'emprunter, devenant ainsi esclaves des banques. Un *blues* de la classe moyenne est apparu. Il a également trait à la question de l'emploi, puisque les diplômés peinent à trouver un travail lorsqu'ils sortent d'universités moyennes et inférieures.

Deuxième défi : l'intégration des migrants<sup>4</sup>. Le certificat de résidence n'agit plus aujourd'hui comme un verrou à l'intégration, sauf dans quelques grandes villes telles Shenzhen, Pékin et Shanghai, où les écarts restent importants entre les deux populations. Aujourd'hui, les problèmes d'intégration en Chine s'apparentent à ceux qui existent en Europe : les populations migrantes peuvent aller à l'école, mais ne disposent pas du niveau culturel pour réussir, ni du capital social leur permettant de trouver un bon emploi. Jouissant de faibles revenus, les migrants rencontrent des problèmes d'accès au logement. Par ailleurs, ils exécutent les travaux les plus vils et les plus mal payés, car ils manquent de formation professionnelle. La grande question tient donc à la capacité des politiques publiques à faire passer les 250 millions de migrants existants dans la classe moyenne.

La démocratisation du pays est un autre enjeu. Il semble acquis que la Chine se démocratisera un jour, mais nul ne sait quand et sous quelle forme. Chacun convient de la nécessité de continuer à développer le droit et la représentation des intérêts, et de rendre accessible la contestation pacifique à tous sans toutefois qu'appariassent des organisations autonomes. Mais la perspective d'élections dans un avenir proche fait l'objet d'un large rejet, même chez les dissidents. La raison tient à des contraintes techniques – telles que la taille du pays –, et aussi aux risques d'instabilité redoutés à court et moyen termes.

Les Chinois constatent ainsi que des pays démocratiques, tels que l'Inde et l'Afrique du Sud, sont moins stables moins prospères et pas moins frappés par la corruption que la Chine. Ils observent également avec inquiétude les sessions agitées du Parlement de Taïwan. Enfin, on se méfie des paysans, c'est-à-dire du peuple, et on doute de sa capacité à décider correctement pour l'ensemble du pays. Accorder le droit de vote aux paysans revient à prendre un risque, car, dans l'esprit de certains, pour voter il faut être très éduqué, intelligent et raffiné. Le prix Nobel de la paix Liu Xiaobo, dissident chinois emprisonné, ne dit pas le contraire, mettant en exergue le fait que les passions du peuple dominé doivent être contrebalancées par le rôle des élites culturelles. pour l'instant inféodées aux élites du parti.

## Echanges avec la salle

### De la salle

Pouvez-vous expliciter le système des migrations et leur évolution ?

Jean-Louis ROCCA

<sup>4</sup>

Voir déjà en 2011 –la pauvreté dans les villes chinoises : le cas des migrants par Alice Ekman : <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part2/la-pauvrete-dans-les-villes-chinoises-le-cas-des-migrants?page=2>

Les grandes migrations surviennent à partir du milieu des années 1990. Dans les années 1980, elles restent limitées par les interdictions de travailler dans certains domaines, ce qui bloque l'accès au travail des migrants. Depuis les années 1990, le *hukou*, c'est-à-dire le certificat de résidence, lie chaque personne à un lieu particulier. A partir du lieu où ils se trouvent officiellement résidents, les Chinois bénéficient de la sécurité sociale, de l'accès à l'éducation, à un logement etc. S'il quitte son lieu de résidence il ne pourra plus jouir de ces droits sociaux.

En dehors de quelques grandes villes, ce certificat de résidence a aujourd'hui disparu, ou devient progressivement inefficace. Des directives obligent les écoles à accepter les enfants de migrants. Un emploi formel offre droit à la sécurité sociale, et le marché immobilier s'ouvre bon gré mal gré. Dans certaines villes moyennes, la mairie subventionne même l'achat d'appartements par les migrants, car les constructions ont été nombreuses, ce qui a conduit à un effondrement du marché immobilier. Il existe toutefois dans les grandes villes une sorte de "lutte des classes" entre les urbains résidents et les paysans parfois résidents, mais porteurs des mêmes stigmates que les populations d'origine maghrébine en France. Dans ces villes, la Chine se heurte à la question classique de l'intégration telle que l'aborde l'Ecole de Chicago<sup>5</sup> ou les chercheurs français.

### De la salle

Que reste-t-il de l'enseignement du marxisme dans l'université et au sein du parti ? Qu'en est-il du défi démographique et du risque de voir la Chine devenir vieille avant de devenir riche ? Par ailleurs, si le capitalisme existe, le secteur public reste très important et reste soumis aux oukases du pouvoir, notamment à travers les banques, n'est-ce pas ?

### Jean-Louis ROCCA

La démographie constitue à la fois un problème et une chance. Le vieillissement de la population est une charge importante puisqu'une seule personne doit maintenant travailler pour et s'occuper de plusieurs personnes âgées. Cette situation a conduit les autorités à permettre aux Chinois de faire un deuxième enfant (mais peu sont enclins à profiter de cette opportunité). Mais le vieillissement démographique présente aussi des opportunités de développement économique, avec l'essor de l'industrie du troisième ou quatrième âge. Même les entreprises françaises investissent dans la construction de maisons de retraite. Il reste à connaître la solvabilité de ces classes démographiques, étant donné les perspectives de croissance à venir, qui sont moins optimistes. Par ailleurs, le vieillissement démographique peut permettre une meilleure répartition de l'emploi en direction de la jeunesse – car le salaire des gens qui sortent de l'université décroît chaque année, certains n'arrivant pas à trouver de travail sauf en acceptant un niveau de salaire de migrant.

Le marxisme reste un catéchisme, et n'est donc pas véritablement pris au sérieux. Sur le plan doctrinal, des marxistes poursuivent toutefois leur travail. Pour eux la Chine reste socialiste car elle vise la prospérité du peuple. En outre, l'Etat garde un rôle directeur.

Certes, les grandes entreprises d'Etat restent par définition propriété de l'Etat, mais aujourd'hui les différences entre les patrons des grands groupes d'Etat chinois et les patrons des grands groupes internationaux se réduisent. D'ailleurs, l'actuelle lutte contre la corruption s'oppose aux forces centrifuges qui menacent d'éloigner les élites économiques de l'Etat, de la nation et du parti. Car ces grands patrons possèdent le même type de formation et adoptent le même langage que les grands patrons occidentaux. Ils fréquentent les mêmes hôtels, assistent aux mêmes réunions, se retrouvent à Davos, achètent de grands appartements au Canada et en Australie, etc.

---

<sup>5</sup> JL Rocca fait référence ici au département de sociologie de l'université de Chicago, fondé à la fin du XIX<sup>ème</sup> Siècle. Ses études et travaux sur la ville, l'immigration et l'intégration (notamment de W.I. Thomas et F. Znaniecki) ont représenté les prémices d'un des courants influents de la sociologie américaine.

## Modèle économique de la Chine et transformations en cours

**Claude MEYER**

*Economiste, conseiller au Centre Asie de l'IFRI et enseignant à Sciences-Po*

### Un modèle de croissance efficace à partir de 1978

Le modèle de croissance chinois – en moyenne de 9,8 % entre 1978 et 2012 – se fonde sur l'utilisation massive de facteurs de production bon marché, sur des investissements gigantesques dans l'industrie et les infrastructures et, point essentiel souvent oublié, sur le transfert des technologies en provenance des pays avancés à travers des investissements directs en Chine.

#### Les moteurs de croissance

Les deux moteurs de croissance sont les investissements et les exportations. Le taux d'investissement, très élevé, a successivement atteint les 35 %, puis 45 % et 48 % du PIB aujourd'hui. Ces investissements visent le développement des infrastructures et une industrialisation à marche forcée. Les exportations se sont envolées à partir de l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en 2001. Les excédents de la balance commerciale s'avèrent considérables : il s'agit du deuxième moteur de croissance du pays. Ce modèle ne présente pas de grande originalité puisque, à part le système politique, sa proximité est très grande avec le modèle de croissance japonais entre 1955 et 1973. Il existe néanmoins plusieurs facteurs favorables propres à la Chine : une économie administrée, une démographie avantageuse, la baisse de la mortalité et un baby-boom durant les années 1960. La compétitivité-prix est remarquable, puisque le coût du travail reste bas et les charges sociales très faibles. L'investissement étranger joue aussi un rôle crucial, notamment l'investissement asiatique.

Mais des déséquilibres se font jour progressivement, car la croissance conduit à un gaspillage considérable des ressources, à une faible efficacité énergétique, et par conséquent à un bilan environnemental désastreux. Par ailleurs, la protection sociale reste défaillante et les inégalités sociales progressent. Les disparités régionales se creusent aussi. Il en découle une faible consommation intérieure.

#### L'essoufflement du modèle de croissance

Ces déséquilibres conduisent à l'essoufflement du modèle. Lors de la crise de 2007-2008, l'effondrement du commerce international stoppe la contribution nette des exportations chinoises à la croissance. Cette dernière repose dès lors sur l'investissement et la consommation. Un plan de relance colossal – plus de 600 milliards de dollars investis, surtout en infrastructures – masque provisoirement le ralentissement de la croissance tout en aggravant les difficultés. L'essoufflement actuel tient aussi à l'inversion des facteurs démographiques : la population vieillit et la population active commence à diminuer à partir de 2015. En outre, le flux des migrants se ralentit, ce qui se répercute sur la productivité générale. Par ailleurs, le capital perd en efficacité. Il faut actuellement de plus en plus de capital pour produire une unité de PIB. Cela entraîne de fortes surcapacités de l'appareil productif, une augmentation de la dette des entreprises (dont la rentabilité s'effondre), et le gonflement de la bulle immobilière.

Dans le même temps, la productivité globale des facteurs chute, passant de 5 % sur la décennie 2000 à 3 % depuis 2008. Plusieurs facteurs sont en cause, dont l'allocation des ressources vers des projets peu rentables et la domination des entreprises d'Etat dans des secteurs protégés de l'économie. Parallèlement, la hausse des salaires fait perdre au pays sa compétitivité mondiale au profit de nouveaux concurrents tels le Bangladesh, le Vietnam, l'Éthiopie, etc.

### Quel nouveau modèle ?

Dans le vocabulaire du parti communiste chinois, la Chine doit s'acheminer vers « une nouvelle normalité, vers une prospérité moyenne ». Cela signifie un objectif de croissance autour de 6 % à 7 %. Le nouveau modèle vise d'abord une croissance plus inclusive. Il s'agit de réduire les inégalités, d'intégrer des populations pauvres de

migrants et de leur accorder la protection sociale. Par ailleurs, il faut développer une croissance plus efficace, avec une meilleure utilisation des moyens de production et la résorption des surcapacités.

#### Réduire l'investissement, faire croître la consommation

En premier lieu, l'Etat souhaite réduire la part relative de l'investissement, mais de manière progressive, car les besoins, notamment en infrastructures, restent considérables. Contrairement à une idée reçue, la Chine reste un pays sous-équipé au regard de son PIB et du nombre de ses habitants. Il faut donc encore mettre en œuvre tout un programme de développement en routes, autoroutes, chemins de fer et aéroports. Ces besoins économiques et sociaux résultent de l'urbanisation. Par ailleurs, les investissements restent un moteur essentiel de croissance, y compris pour la stabilité sociale. En effet, la Chine doit créer à peu près 10 millions d'emplois par an pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail.

Deuxièmement, il faut augmenter la part de la consommation, qui est passée entre 1995 et 2005 de 46 % à 38 % du PIB. Amorcé depuis deux ans, ce mouvement fait de la consommation le principal moteur de croissance en 2014 et 2015, y contribuant aujourd'hui à hauteur de 4,6 %, contre 2,5 % en 2005. Cette tendance devrait s'amplifier grâce à l'essor de la classe moyenne. Pour encourager le mouvement de consommation, il faut impérativement généraliser la protection sociale. Car le taux d'épargne des ménages reste colossal en Chine, de l'ordre de 28 % à 30 % des revenus disponibles (en moyenne 9000 dollars par an). En effet, pour les ménages, l'épargne de précaution reste capitale eu égard aux défaillances du système de protection sociale et pour permettre aux nouveaux urbains d'investir dans l'immobilier. Il s'agit aussi d'un rattrapage de la hausse des salaires, car, sur la période de grande croissance, les entreprises d'Etat, et non la population, ont absorbé la majorité des bénéfices.

#### Développer les services et l'innovation

Le développement des services est amorcé et la part relative de l'industrie est en recul. Les services occupent une part plus importante dans le PIB depuis 2013. La montée en gamme de l'industrie s'avère par ailleurs essentielle à travers le développement de l'innovation. Cette exigence entraîne plusieurs conséquences, y compris sur la gestion politique de l'économie chinoise, puisque le gouvernement ne peut décréter l'innovation. Par rapport à l'économie administrée ancienne, une approche du type *bottom-up* devient nécessaire – venant véritablement des entreprises, notamment du secteur privé – ceci à l'opposé de la logique *top-down* définie par les impératifs stratégiques du Parti. La nécessité de développer l'esprit d'entreprise et la liberté d'entreprendre fait aujourd'hui du secteur privé le fer-de-lance de l'innovation. Il s'agit d'accorder un rôle décisif au marché, en donnant au secteur privé les moyens de se développer et en réduisant le poids des sociétés d'Etat. Les entreprises du secteur privé se trouvent actuellement évincées par les entreprises d'Etat qui, alors qu'elles représentent seulement 30 % de la production, absorbent 70 % du crédit.

L'investissement dans la Recherche Développement figure aussi parmi les priorités. Dès 2005, la Chine a lancé un plan 2005-2020 pour la science et la technologie, prévoyant d'augmenter les dépenses de R&D de 1,5 % à 2,5 % du PIB. Par comparaison, ces dépenses représentent aujourd'hui 3,5 % du PIB au Japon et 2,1 % en Europe. En Chine, cet effort atteint aujourd'hui 2 % du PIB. Dans les classements de l'OMPI (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle), la Chine occupe actuellement la première place en termes de dépôts de brevets. Mais si les brevets déposés apparaissent nombreux, rares sont ceux qui le sont à l'international, notamment pour les brevets triadiques<sup>6</sup>. La Chine développe aussi à marche forcée des secteurs d'innovation dans les secteurs du solaire, de la voiture hybride, de l'aéronautique, des TGV, etc.

#### Réorientation de la nature des exportations

L'exportation de biens à plus fort contenu technologique s'impose. A cet égard, le douzième Plan identifie sept industries stratégiques. Par ailleurs, pour compenser la baisse de l'investissement domestique, l'exportation d'infrastructures devient inéluctable. D'où l'initiative économique, financière et stratégique du président Xi Jinping en faveur des infrastructures de la Route de la soie et pour la création de la banque asiatique

---

<sup>6</sup> **Brevets triadiques** : brevets déposés auprès des trois principaux offices de propriété intellectuelle, à savoir l'Office européen des brevets (OEB), le Japan Patent Office (JPO) et le United States Patent and Trademark Office (USPTO)



d'investissement pour les infrastructures (BAII)<sup>7</sup>. L'objectif vise à permettre progressivement aux entreprises chinoises de bâtir des infrastructures en Asie.

### Quelles perspectives de croissance pour l'avenir ?

Pour 2015-2020, les prévisions officielles tablent sur un taux de croissance de 6,5 à 7 %. Cette visée est déduite de l'objectif du 12<sup>e</sup> plan, qui entend doubler le revenu moyen entre 2010 et 2020. De son côté, l'OCDE prévoit une croissance moyenne de 5 % sur les 15 années à venir. En se fondant sur les chiffres officiels – très contestés par ailleurs – cela donne une croissance moyenne pour 2016-2020 de l'ordre de 6,6 %. Nombre d'observateurs tablent en fait sur un rythme de 5 %, voire moins. Les fondamentaux économiques semblent pourtant favorables. Le taux d'épargne reste élevé et la situation budgétaire, du moins au niveau central, apparaît relativement solide. Mais un risque fort est apparu. Depuis 2007, l'endettement des entreprises a été multiplié par deux en pourcentage du PIB, en raison de capacités de production excédentaires et d'inventures dans l'immobilier. Des mesures doivent permettre d'y faire face : la conversion des dettes en fonds propres, le *rollover*<sup>8</sup> par les banques, des instructions administratives visant à refuser de nouveaux crédits aux sociétés ne réduisant pas leurs capacités, et enfin, le remplacement des crédits bancaires des collectivités locales très endettées par des obligations à long terme.

Dans ce contexte, des réformes apparaissent nécessaires. La libéralisation financière doit ainsi permettre de développer le rôle du marché et de favoriser la concurrence, le renforcement du yuan à l'international étant considéré comme un objectif stratégique. Autre impératif : la réforme des entreprises d'Etat, encore lente à se mettre en place. Enfin, il faut encourager l'extension des systèmes de protection sociale et permettre une réforme fiscale qui équilibre les relations entre l'Etat central et les collectivités locales. Finalement, la Chine tombera-t-elle dans le « piège » du revenu moyen ? Ce piège se referme sur les pays ne profitant ni des avantages comparatifs des pays à très bas salaires, ni de ceux des pays technologiquement avancés.

## Echanges avec la salle

### De la salle

Peut-on accorder le statut d'économie de marché à la Chine ? La conflictualité entre les Etats-Unis et la Chine oriente-t-elle les structures économiques ?

### Claude MEYER

Concernant le statut d'économie de marché, le problème provient d'abord d'une ambiguïté du texte d'adhésion de la Chine à l'OMC, selon lequel cette dernière accédera à ce statut seulement quinze ans après son admission. Pour les Chinois, cette clause implique une application automatique du statut à partir de 2016. Du côté des Américains et des Européens, cette clause signifiait surtout qu'à l'horizon 2016 la Chine devait remplir les conditions du statut grâce à la mise en œuvre de réformes suffisantes. Or à ce jour, le pays ne remplit pas les critères d'une économie de marché en raison des subventions pratiquées, du système bancaire – notamment des taux d'intérêt préférentiels accordés à certaines entreprises publiques –, pour le prix des intrants comme du foncier. Les Etats-Unis s'expriment peu sur la question. La Commission semble quant à elle vouloir trouver un arrangement avec la mise en place de sauvegardes sur les secteurs les plus concernés de l'industrie européenne.

---

<sup>7</sup> La Banque asiatique d'investissements pour les infrastructures (AIIB) a été créée en avril 2015 sur initiative chinoise et sera opérationnelle au cours du premier semestre 2016. Elle vise à financer, à conditions de marché et selon les meilleures pratiques internationales, des projets d'infrastructures sur le continent asiatique (de la Turquie et de la péninsule arabique aux États du Pacifique). Elle compte 37 membres régionaux et 20 membres non régionaux (dont 17 pays européens) – source : DG Trésor – 11/01/2016 focus sur les institutions financières internationales.

<sup>8</sup> *Rollover* = réinvestissement. Il s'agit pour un prêteur de fonds de prêter à nouveau la somme initialement investie et/ou les intérêts perçus en réinvestissant dans un titre de créance (obligations) ou une action similaires. Pour l'emprunteur cela revient à renouveler son emprunt après que celui-ci est arrivé à maturité. Source : *La finance pour tous*

Eu égard à l'élément de conflictualité évoqué, il faut se souvenir que la Chine n'est pas une île. Le pays se trouve de plus en plus intégré au système international du commerce, mais aussi de la finance. Des facteurs externes déterminent donc sa politique économique. Les rapports entre les Etats-Unis et la Chine s'avèrent essentiels pour les deux partenaires. La Chine s'appuie sur le marché américain, comme sur le marché européen, pour ses exportations. Et en retour, les Américains ont besoin des investissements chinois dans les bons du trésor américains, dont la Chine se dispute avec le Japon la place de premier détenteur. En termes stratégiques, enfin, l'attitude agressive de la Chine en Mer de Chine méridionale pose un problème majeur pour la sécurité en Asie. La question figurait au menu du G7 au Japon.

#### **De la salle**

La bourse de Shanghai a dévissé massivement récemment. Qu'en est-il aujourd'hui ? En cas de crise grave, les spécificités du système chinois lui donnent-elles plus de moyens que les autres économies du G7 ?

#### **Claude MEYER**

Bien que préoccupante durant les quatre dernières années, le gonflement de la bulle immobilière semble aujourd'hui maîtrisé. La bulle se maintient dans les villes de deuxième et troisième catégories où le stock d'inventures est considérable, ce qui entame la rentabilité, notamment celle des promoteurs et des entreprises liées au foncier.

#### **Jean-Louis ROCCA**

Les mesures déployées pour faire face à la bulle immobilière ne peuvent pas prendre trop d'ampleur, sauf à risquer une baisse du secteur immobilier. Dans les villes de deuxième et troisième zones, et dans les capitales de province, le problème semble relativement maîtrisé, car les entreprises immobilières appartiennent généralement à l'Etat ou sont liées aux autorités locales. En effet, derrière les entreprises privées se trouvent souvent la mairie ou des autorités provinciales, voire la police ou les syndicats. Les autorités locales tendent à soutenir jusqu'au bout les entreprises. Cela n'empêche pas certaines d'entre elles de faire faillite, dans les secteurs de l'immobilier et de la construction, car toute une partie du parc immobilier se trouve dévalorisée.

#### **Rémi JEANNIN**

A combien s'élève le taux d'endettement des entreprises ? Les institutions financières, notamment la Banque centrale, ont-elles la capacité de mener leur politique en toute indépendance ?

#### **Claude MEYER**

L'endettement des entreprises atteint aujourd'hui 150 % du PIB, tandis que celui de l'Etat atteint officiellement 30 % du PIB et celui des collectivités locales 35 %. Les engagements hors bilan de ces dernières font toutefois craindre un niveau plus élevé. Les autorités prennent actuellement des mesures administratives donnant instruction aux banques de ne plus accorder de crédits à certaines sociétés trop endettées ou ne réduisant pas leurs capacités. D'autres mécanismes émergent, telle la conversion de dettes en fonds propres. Mais les autorités ne disposent pas d'une marge de manœuvre absolue. Le mouvement mettra du temps à se résorber. Ainsi, la dette des entreprises devrait atteindre 220 % du PIB d'ici à cinq ans, ce qui pèsera sur leur rentabilité. Les surcapacités pèsent aussi sur la rentabilité, il faut donc les réduire. De plus, cette réduction est essentielle pour les relations de la Chine avec les Etats-Unis et l'Union européenne, car une part de ces surcapacités se voit exportée sur nos marchés.

## Economie chinoise et croissance mondiale

**Patrick ARTUS**

*Chef économiste de Natixis, membre du Cercle des économistes*

### Les problèmes structurels de l'économie chinoise

#### La hausse des coûts de production

Le premier problème structurel de l'économie chinoise réside dans la hausse très rapide des coûts de production. Par unité produite, une entreprise industrielle voit actuellement son coût augmenter de 5 %, soit une hausse des salaires de 10 %. La Chine connaît donc aujourd'hui un problème de compétitivité-coûts. La production industrielle devient coûteuse. Par exemple, fabriquer un Airbus à Tianjin revient actuellement plus cher qu'à Toulouse. Cela résulte d'une politique assez volontariste du gouvernement chinois qui augmente les salaires – *via* une hausse du salaire minimum – pour soutenir la consommation. Cette orientation politique s'explique par un autre problème structurel : la consommation chinoise pèse à peine plus du tiers de son PIB. Depuis longtemps, les gouvernements successifs chinois tentent de soutenir la consommation, sans succès. La légère progression de la consommation dans le PIB résulte davantage de l'augmentation continue du taux d'épargne. Pour information, cette épargne tient moins aux problèmes de protection sociale, aujourd'hui améliorée, qu'au coût de l'immobilier. En Chine, les jeunes ou leurs parents épargnent énormément avant un achat immobilier. Ainsi, la hausse des salaires, absorbée par la hausse de l'immobilier, échoue à développer la consommation et détruit la compétitivité-coûts de la Chine, en particulier dans l'industrie. Cette politique du gouvernement, qui partait d'une analyse raisonnable, se traduit par une hausse difficile à supporter.

#### Des capacités de production excessives

La Chine est le pays du monde connaissant les taux d'investissements les plus élevés : investissements de l'Etat, des entreprises et militaires, essentiellement. Car beaucoup d'entreprises chinoises ne savent pas gérer l'augmentation de leurs capacités. Il en résulte une surcapacité colossale dans de nombreuses industries et dans l'ensemble de l'économie. Ce taux a oscillé autour de 20 % à 30 % de 2004 à 2012, et a baissé depuis cette date jusqu'à aujourd'hui.

Le pays connaît donc à la fois une augmentation de ses coûts de production, en particulier par rapport à son niveau de gamme, et une situation d'excès des capacités se traduisant aussi par une baisse des prix industriels. Ainsi, cette année, les coûts d'une entreprise augmentent en moyenne de 5 % et ses prix baissent d'autant. Ceci vaut aussi pour les filiales des groupes étrangers installés en Chine. Il en résulte un écrasement des marges, puisque les profits des entreprises chinoises baissent très rapidement. En réaction, les entreprises investissent moins en Chine et davantage à l'étranger. Ainsi, à partir de 2014, la moyenne des flux de capitaux se met brutalement à sortir du pays et non plus à y entrer. Ces capitaux, y compris ceux des entreprises, sortent avec la bénédiction du gouvernement. Autre évolution brutale de ces deux dernières années, les entreprises chinoises transforment leur dette libellée en dollars en renminbi. En effet, les taux d'intérêt ont tellement baissé en Chine qu'il est devenu moins coûteux de se financer en renminbi.

Les capitaux sortent du pays en direction de l'Indonésie, du Pakistan, des Philippines, du Bangladesh ou encore de l'Afrique de l'Est. Ainsi, la Chine devient un pays exportateur de capital, ce qui marque une rupture très forte<sup>9</sup>. Pour les entreprises chinoises, cela ne tient pas seulement à un problème de rentabilité. Ces dernières cherchent aussi à devenir de véritables multinationales et à acquérir des technologies et des centres de recherche<sup>10</sup>. Pour cela, elles peuvent payer très cher des acquisitions qu'elles jugent stratégiques. Ces acquisitions visent essentiellement deux domaines : les matières premières et les technologies.

---

<sup>9</sup> Voir article LES ECHOS – Kenneth Rogoff – 25/02/2016 = L'hémorragie de capitaux : un nouveau défi pour la Chine  
En savoir plus sur [http://www.lesechos.fr/25/02/2016/LesEchos/22137-030-ECH\\_I-hemorragie-de-capitaux---un-nouveau-defi-pour-la-chine.htm#BeK5bRu2tFWOrAme.99](http://www.lesechos.fr/25/02/2016/LesEchos/22137-030-ECH_I-hemorragie-de-capitaux---un-nouveau-defi-pour-la-chine.htm#BeK5bRu2tFWOrAme.99)

<sup>10</sup> Voir article du Quotidien du Peuple du 25/04/2016 : Après les entreprises de haute technologie, les capitaux chinois se tournent vers les assureurs étrangers - <http://french.peopledaily.com.cn/Economie/n3/2016/0425/c31355-9049353.html>

## Conséquences sur l'économie mondiale

### Les mutations de l'appareil productif

Ces mutations se traduisent en premier lieu par une baisse de la consommation de matières premières provenant du monde entier. Le ralentissement de l'industrie entraîne une baisse de la consommation pétrolière, qui est en partie masquée par le fait que les Chinois constituent un énorme stock de pétrole, dont l'ampleur n'est pas exactement connue. L'impact se fait aussi sentir sur les métaux. La production d'acier et de cuivre en Chine est passée d'une croissance de 20 % par an à 0 %. On note un ralentissement similaire pour la production d'aluminium ou d'électricité. Or la Chine consomme 55 % des métaux du monde – et 60 % de l'aluminium. L'effet sur la demande mondiale est donc spectaculaire. Il en va de même pour le prix des matières premières, nettement plus bas aujourd'hui que ce qui était appréhendé en extrapolant la croissance chinoise il y a dix ans.

Autre conséquence de l'affaiblissement de la croissance chinoise : une moindre déségmentation de la chaîne de valeur. L'installation des segments de production dans différents pays, pratique courante dans les années 1990, est devenue moins fréquente. Ainsi Michelin, qui produisait un pneu en moyenne dans douze pays différents, estime que sa production se situera dans un seul pays d'ici dix ans. Fondée jusqu'ici principalement sur l'optimisation des coûts de production, et accessoirement sur la recherche de technologies particulières, la déségmentation ne trouve plus sa raison d'être. Les données montrent que la part des produits assemblés en Chine à partir de composants venus d'ailleurs est passée des deux tiers des exportations en 1999 à un tiers en 2016. Car, à l'instar d'autres pays émergents, les coûts de production chinois ne sont plus avantageux, ce qui explique le recul considérable du commerce mondial : hors énergie, son volume est passé d'une croissance de 15 à 20 % par an à une décroissance de quelque 10 % par an. Le monde va moins commercer.

### Gagnants et perdants

Du côté des gagnants se trouvent les pays où les entreprises chinoises délocalisent : pays d'Afrique de l'Est et de l'Asie du Sud (Vietnam, Indonésie, Philippines, Malaisie et Thaïlande), où de nombreux investissements chinois ont lieu depuis cinq ou six ans, ce qui y maintient une forte croissance industrielle. Les pays perdants regroupent les pays exportateurs de matières premières, dont la croissance décline de manière spectaculaire, tels que d'autres pays d'Afrique ou encore l'Australie, ou des pays à coûts salariaux élevés dont le modèle économique s'appuyait sur des exportations vers la Chine. Du côté des perdants se trouvent également des pays dont le modèle se fondait largement sur les exportations vers la Chine : Taïwan, Singapour, Corée et Japon, ce d'autant plus que leurs coûts salariaux élevés ne leur permettent pas de bénéficier des délocalisations des entreprises chinoises. Les exportations de ces pays vers la Chine sont en baisse : à Taïwan, elles sont passées de + 100 % par an à - 5 % aujourd'hui ; en Corée, de plus de + 40 % à -20 % ; au Japon, de + 25 % à 0 % ou moins. Cette évolution produit des effets violents dans ces pays.

### Faire monter en gamme l'industrie

Certains observateurs ne s'inquiètent pas de ces évolutions de l'économie chinoise et considèrent qu'à ce stade de développement, il est normal que le pays ne puisse plus produire de biens de moyenne gamme ou de bas de gamme. De fait, une heure de travail dans l'industrie coûte 10 fois moins cher au Vietnam qu'en Chine. Comme dans les années 1970 au Japon, ou au début des années 1990 en Corée, il semble logique que les productions industrielles les plus ordinaires partent dans d'autres pays. Mais par quelles productions les remplacer ? En Chine, l'industrie représente toujours un tiers du PIB et la production haut de gamme reste limitée malgré les efforts en R&D. L'OCDE s'interroge d'ailleurs sur la réalité de cette montée en gamme chinoise : seuls 4 % des brevets déposés en Chine font ainsi l'objet d'un début d'utilisation. Il existe des zones franches avec de magnifiques entreprises d'électronique et du secteur numérique, mais leur part reste faible dans l'économie chinoise.

La perspective de transformation de l'économie chinoise en économie de services semble également peu réaliste. Si ce secteur pèse déjà 55 % du PIB, le tiers du PIB que représente l'industrie ne peut pas disparaître du jour au lendemain. Il faut faire monter en gamme l'industrie, et non se contenter de l'envoyer dans les pays à bas coûts. Sur cette question, la capacité des entreprises d'Etat à se réformer paraît capitale, car malgré des

réformes annoncées, elles continuent de compter des effectifs considérables : un rapport du Conseil d'Etat pointe d'ailleurs que 20 millions de chômeurs déguisés se trouveraient dans les entreprises d'Etat. Alors que les financements se dirigent essentiellement vers le secteur public et peu vers le secteur privé, la montée en gamme reste très difficile.

#### La Chine et les marchés financiers mondiaux

Le système financier mondial est en train de sortir du système baptisé « Bretton Woods II<sup>11</sup> » par les économistes : dans celui-ci, les Etats-Unis accumulaient des déficits extérieurs en consommant beaucoup et ces déficits atterrissaient dans les réserves de change de la Chine, qui prêtait beaucoup en retour aux Américains en achetant des emprunts du trésor. Cela permettait aux Etats-Unis d'acheter des produits chinois, et donc de ne pas épargner tout en continuant à consommer. Or, ce système arrive à son terme, car les importations baissent davantage que les exportations et parce que les sorties de capitaux vident les réserves de change. En moyenne, ces sorties s'élèvent à 900 milliards par an. La Banque centrale de Chine devient vendeuse de titres, principalement d'obligations publiques allemandes, américaines et françaises. Dans ce nouveau modèle, il faut toujours recycler les excédents chinois, mais plutôt que de racheter de la dette publique des pays de l'OCDE, les entreprises chinoises font des acquisitions à l'étranger. C'est l'avènement du système monétaire international privé. Il n'appartient plus aux banques centrales de refinancer les balances commerciales, puisque les entreprises le font à travers leurs investissements à l'étranger.

L'évolution des taux d'intérêt à dix ans des emprunts d'Etat (dette publique) et des swaps (dette bancaire) montre que jusqu'ici, les marchés prêtaient moins cher au Trésor américain qu'aux banques. Or, depuis deux ans, ce rapport s'est inversé, car les Chinois vendent leurs titres de dette publique américaine. Même si les taux d'intérêt actuels restent extrêmement bas, le fait que la Chine ne finance plus les trésors publics des pays de l'OCDE présente un coût pour les pays visés.

#### La dette publique chinoise

La situation chinoise est inquiétante, car la réponse du gouvernement chinois reste traditionnelle. L'Etat assume et finance pour la première fois les déficits publics compte tenu du fort endettement des collectivités locales. Cette année, le déficit de l'Etat central représentera ainsi 4 % du PIB. En parallèle, la Chine mène une politique monétaire sophistiquée qui tend à utiliser tous les moyens disponibles, y compris les taux de réserve obligatoire bancaires. Faut-il s'inquiéter de l'expansion du crédit ? Le consensus international le considère comme très dangereux. Car l'ensemble de la dette chinoise (Etat, entreprises, particuliers, etc.), se situe autour de 220 % du PIB.<sup>12</sup> La zone euro tourne autour de 240 % et le Japon est à 440 % environ. Toutefois, deux raisons tempèrent ces inquiétudes. D'une part, la dette chinoise consiste principalement dans des crédits des banques d'Etat aux entreprises d'Etat. L'incapacité de ces dernières à rembourser ne pose donc pas un problème majeur. D'autre part, les banques chinoises détiennent 20 000 milliards de dollars sous forme de dépôts – soit l'équivalent de deux années de PIB – et l'Etat dispose d'une capacité quasi illimitée à les utiliser pour financer la dette publique. Les Chinois se battent pour acheter la dette publique, qui rapporte plus que les dépôts. Ce point explique aussi que la Chine mettra plus de temps à libéraliser son marché de capitaux. Car la capacité de l'Etat chinois à recapitaliser les institutions financières semble infinie. La dette publique de l'Etat chinois atteint 48 % du PIB, ce qui accorde à l'Etat une marge de manœuvre importante.

Le risque pesant sur la Chine tient moins à son système bancaire qu'à la difficulté de son industrie à monter en gamme. Le redressement actuel de l'activité résulte d'investissements dans la production, notamment d'électricité, dont la moitié à partir de sources renouvelables. La relance s'appuie aussi sur les transactions immobilières. Les riches, très déçus par le marché des actions, se reportent sur l'immobilier, ce qui fait monter les prix. Au niveau international, il ne faut donc pas trop attendre d'une relance chinoise, qui reste surtout domestique. Les effets de la relance se traduisent d'ailleurs surtout au niveau financier, la relance ayant stoppé la dépréciation du RMB et non dans l'économie réelle, où l'industrie reste faible. Les investissements en biens d'équipements se trouvent limités (ils sont passés rapidement de 30 % environ en 2011 par an à 0 % en 2016)

---

<sup>11</sup> Voir article des Echos par l'éditorialiste Jean Marc Vittori du 13/11/2008 = <http://www.lesechos.fr/13/11/2008/LesEchos/20299-062-ECH --bretton-woods-2----ce-que-nous-apprend-l-histoire.htm>

<sup>12</sup> Voir article du professeur Aglietta d'octobre 2015 – Le Monde diplomatique = <http://www.monde-diplomatique.fr/2015/10/AGLIETTA/53963>

et il en va de même pour les importations de ces biens, qui sont passées d'environ 20 % à - 20 % de 2011 à aujourd'hui. La relance cyclique ne corrige donc pas la crise industrielle chinoise.

## Echanges avec la salle

### De la salle

La fuite des capitaux s'orientent-elle vers les routes économiques de la soie ?

### Patrick ARTUS

Non. Les sorties de capitaux chinois résultent de plusieurs facteurs. D'abord, du changement de devise dans laquelle l'Etat s'endette, passant du dollar à la devise nationale. Ensuite, des acquisitions de la part d'entreprises chinoises à l'étranger, et aussi de sorties illégales, minimales et scrutées par l'Etat, de capitaux liés au commerce de particuliers et de PME avec Hong Kong. De leur côté, les investissements vers la route de la soie restent normaux et sont le fait de l'Etat chinois ou de la banque asiatique de développement chinoise.

### Claude MEYER

L'idée de réactiver l'ancienne route de la soie, avec cette double voie maritime et terrestre pour relier la Chine à l'Europe et l'Afrique, demandera des investissements colossaux. Ce projet s'étendra sans doute sur un siècle. La Chine pourra à terme accéder à des ports nouvellement construits, ceci avec d'éventuelles visées militaires. Pour financer cet énorme projet, la Chine a créé deux véhicules. Le premier est un fonds - uniquement chinois à ce stade -, le « Fonds de la Route de la Soie », doté de 40 milliards de dollars. Le second est la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII), banque multilatérale dont le pays détient 28 % des droits de vote et 25 % du capital initial de 50 milliards de dollars. Les financements resteront donc classiques puisque cette banque fait appel aux marchés.

Par ailleurs, il faut tempérer l'idée de l'émergence d'une nouvelle version privée du système de Bretton Woods, car le recyclage des excédents vers des investissements directs à l'étranger ne concerne qu'une centaine de milliards de dollars et la vente de bons du trésor américains ne semble pas massive : elle s'explique surtout, je pense, par la nécessité conjoncturelle de vendre des dollars pour soutenir le renminbi (RMB).

### Patrick ARTUS

La route de la soie semble aussi une tentative de maintenir l'ancien modèle. Car des engagements sont pris en bilatéral avec des pays comme le Pakistan ou l'Inde, dont les marchés sont relativement pauvres. L'idée de base vise donc à maintenir l'industrie traditionnelle chinoise. Concernant les réserves de changes, l'essentiel des pertes vise les entreprises chinoises qui demandent des dollars à la banque centrale pour procéder à de nouvelles acquisitions à l'étranger. Les sorties se montent à 900 milliards de dollars en deux ans. Sur ce point, les Chinois se montrent optimistes, car avant ils prêtaient par le passé aux Etats-Unis pour un rendement à 2 % ; à présent, ils rachètent des entreprises comme Marionnaud, le Club Méditerranée ou le port d'Athènes, tablant sur un profit de 10 %. L'épargne chinoise semble ainsi mieux utilisée.

### De la salle

Existe-t-il un marché unique en Chine ? Le coût horaire du travail varie-t-il d'un bout à l'autre du pays ? Les écarts de salaires internes permettent-ils de pondérer les problèmes de productivité ?

### Patrick ARTUS

Pour faire monter les salaires, l'Etat a relevé le salaire minimum dans toutes les provinces, réduisant de fait l'avantage compétitif des provinces. Le marché chinois apparaît suffisant, sauf sans doute pour les produits agricoles. Il reste vaste néanmoins pour les fabricants de voitures, qui inondent aujourd'hui 55 % du marché chinois, contre 5 % il y a dix ans, ou encore pour les entreprises du numérique, qui sont gigantesques en Chine.

**Jean-Louis ROCCA**

Il existe en Chine une importante disparité salariale. Cela tient à une politique complexe d'augmentation des salaires réels, qui est liée à la contestation sociale. Certains considèrent qu'un mouvement ouvrier chinois émerge, les jeunes générations de migrants apparaissant plus combatives. Mais le soutien apporté par les autorités centrales et locales explique aussi ces augmentations de salaires. Sur ce point, la pression la plus forte pèse sur les entreprises étrangères taiwanaises, japonaises, etc.

Par ailleurs, un sérieux problème d'emploi se profile. Car on constate partout un problème de productivité du travail. Jusqu'à présent, les entreprises semblaient suffisamment rentables pour ne pas être productives. Trois ou quatre personnes pouvaient occuper un poste de travail. Dans le nouveau modèle qui s'annonce, il faudra réduire les effectifs pour augmenter la productivité du travail.

**Patrick ARTUS**

La volonté de l'Etat pour aider les entreprises à s'ajuster reste ambiguë. Pour certains, la rentabilité des entreprises d'Etat sera sauvée en dévaluant la devise chinoise ; pour d'autres, il faut maintenir la pression sur ces entreprises en gardant une monnaie forte. Il faut également noter qu'à la suite d'une réforme, les revenus des paysans ont beaucoup augmenté. Ils ne paient plus d'impôt et sont largement subventionnés. Ils souhaitent donc moins s'expatrier et cette décision contribue à stabiliser les populations des zones rurales.

**Jean-Louis ROCCA**

Il reste très difficile de savoir ce que sont réellement les campagnes chinoises. Il existe des villages de 4000 à 5000 habitants qui hébergent des usines. Par ailleurs, les Chinois développent facilement de petites entreprises, vendent des produits dans la ville la plus proche et ouvrent des petits commerces. Il existe une forte interconnexion entre villes et campagnes, à tel point que la distinction des ruraux et des urbains n'est pas toujours très pertinente.

**Patrick ARTUS**

Les chiffres officiels mentionnent que la population compte 50 % de ruraux et 20 % de paysans. Beaucoup de ruraux ne sont donc pas paysans : la situation est celle du modèle européen de l'entre-deux-guerres.

**De la salle**

Quelle est la situation des inégalités en Chine ?

**Jean-Louis ROCCA**

Globalement, la croissance a profité à la fois aux riches et aux pauvres. En peu de temps, ces derniers ont vu leur revenu multiplié par 15. Par ailleurs, leur situation reste meilleure que celle des plus pauvres d'Inde ou d'Afrique du Sud. Les inégalités diminuent aussi entre villes et campagnes. Après une pointe autour de 2009-2010, le niveau des inégalités se situe en-dessous de 3. Par ailleurs, quoique graduels, les progrès en termes de protection sociale, avec notamment la création d'un petit fonds pour la santé, produisent leurs effets. Les riches, en raison des pertes liées à la situation de l'immobilier à l'été 2015, semblent plus en difficulté. Mais dans le même temps, on note une crise de la classe moyenne et, dans certains secteurs, un rapprochement des revenus entre cette classe et celle des migrants. L'amélioration de la situation de ces derniers reste néanmoins temporaire. Et il est fort probable qu'apparaissent dans les villes chinoises des bidonvilles peuplés par les migrants, qui ne pourront plus bénéficier de la croissance.

**Patrick ARTUS**

Pour revenir sur les problèmes de logement, il faut savoir qu'un Chinois consacre en moyenne 16 années de revenus de sa vie au logement, ce qui explique en grande partie la colère de la classe moyenne. A noter aussi que les cadres des industries modernes bénéficient aujourd'hui de rémunérations moyennes plus élevées qu'en Europe, tout comme les professeurs d'université. Au plan démographique, enfin, l'écart entre filles et garçons s'avère dramatique. On compte aujourd'hui 120 garçons âgés d'un an pour 100 filles du même âge. Cela risque de créer des problèmes sociaux redoutables, puisque 20 % des hommes ne pourront pas se marier.

**De la salle**

Peut-on considérer plausible l'hypothèse d'une vente massive de titres américains par la Chine ? Que se passerait-il dans ce cas ? La Chine peut-elle accéder à de nouvelles technologies et à des compétences par le biais d'importations de chaînes de montages et de production ?

**Patrick ARTUS**

En ce qui concerne la dévaluation du yuan, la Chine se trouve dans une situation particulière, car elle souffre à la fois d'un problème de compétitivité et d'un excès d'épargne. Or, la dévaluation fait croître le taux d'épargne. La banque centrale estime donc que la dévaluation n'est pas une bonne solution, sinon en dernier ressort. Si les Chinois peuvent maintenir un niveau de croissance et d'emploi convenables avec d'autres instruments, ils ne dévalueront pas.

La littérature académique affirme que les transferts de technologie s'opèrent avec le commerce. En Chine, ils reposent sur des acquisitions à l'étranger ou sur des joint-ventures. Airbus voit ainsi son sous-traitant chinois transférer ses technologies à d'autres entreprises du pays. Pour les chefs d'entreprises, il ne faut donc pas produire en Chine les technologies les plus avancées, puisque ces dernières passent très rapidement dans les mains du partenaire chinois. Il faut douter sérieusement de l'autonomie de la Chine en matière de montée en gamme.

**Jean-Louis ROCCA**

Il faut souligner l'excellent système ferroviaire acquis auprès des Japonais. C'est une belle réussite, d'autant plus que les chemins de fer accusaient un grand retard encore récemment. Mais les chemins de fer restent une entreprise d'Etat dont les effectifs sont beaucoup trop nombreux.

**Claude MEYER**

Concernant une potentielle dévaluation, il faut noter le caractère stratégique de l'internationalisation du yuan. Le pouvoir souhaite en faire une devise de plus en plus active pour les facturations, voire une monnaie de réserve. Il souhaite donc éviter le recours à la dévaluation et donner ainsi l'indication d'une devise non manipulée, pouvant recueillir la confiance des investisseurs.

L'Europe devrait s'interroger sur l'attitude à adopter sur la question du lien entre transferts de technologies et investissements directs chinois. En général, les Européens se comportent comme dans les années 1980 et 1990 avec le Japon : soit ils opposent un refus farouche aux investissements étrangers, soit ils les accueillent presque en aveugles. Les entreprises françaises et la Commission européenne doivent trouver le juste équilibre entre, d'une part, les bénéfices que l'on peut attendre de tout investissement, chinois ou autre, et d'autre part les menaces qu'un tel investissement fait peser sur l'avance technologique des sociétés européennes ou sur les risques liés à la sécurité nationale dans le domaine de technologies sensibles à usage mixte, civil et militaire.

**Patrick ARTUS**

Le RMB devient une grande monnaie du commerce international. Il est passé devant l'euro pour la facturation des crédits exports. On peut sérieusement douter en revanche de son internationalisation en tant que monnaie de réserve, car une monnaie de réserve doit pouvoir s'appuyer sur des actifs financiers libellés dans cette monnaie. Les devises en elles-mêmes ne constituent pas des monnaies de réserve. Or la Chine ne détient



aujourd'hui aucun actif financier pouvant jouer un rôle de réserve. La dette de l'Etat chinois reste segmentée et détenue par l'Etat chinois. Par ailleurs, la monnaie doit pouvoir être librement échangeable ; mais la libéralisation du marché chinois des capitaux reste actuellement impossible en raison des risques d'hémorragie de capitaux chinois qui chercheraient à se diversifier. Le réel objectif du gouvernement chinois vise à en faire une vraie monnaie du commerce et non pas une monnaie de réserve.

#### **De la salle**

Quel degré de fiabilité peut-on accorder aux informations statistiques venant du pays ?

#### **Claude MEYER**

La fiabilité des statistiques chinoise est une question compliquée. Les données issues des provinces chinoises ne sont pas cohérentes avec les statistiques retraitées au niveau central pour donner le taux de croissance du pays. Ces chiffres font-ils l'objet d'une manipulation ? La réponse se trouve peut-être au niveau des provinces, qui ont intérêt à publier des statistiques les plus flatteuses possible. En outre, l'appareil statistique chinois peine à saisir les évolutions très rapides du pays, en particulier la montée du secteur des services, dont la valeur ajoutée reste difficile à cerner. Ainsi, alors que la croissance annoncée par l'Etat est de 6,5 % en moyenne pour les prochaines années, la plupart des analystes tablent plutôt sur 4 % à 5 %. Et des évaluations inférieures sont même obtenues en se fondant sur des indicateurs (production d'électricité, etc.) indépendants de la collation effectuée par les services de l'Etat chinois à partir du taux de croissance annoncé par chaque province

#### **Patrick ARTUS**

Les statistiques industrielles chinoises restent précises. En revanche, il faut se méfier des statistiques du PIB et de l'inflation. Il vaut mieux travailler à partir des statistiques détaillées sectorielles qu'à partir des grands agrégats nationaux.